

La catastrophe et le désastre :

les malheurs d'un rédacteur en chef
dans un pays à parti unique

par un rédacteur en chef arabe

Je vais vous parler d'un échec. J'étais, dans mon pays, le rédacteur en chef d'un journal initié par l'Etat ; et en tant que tel j'ai prouvé ma capacité d'échec. Le nom du journal était *O*. Je vais donc vous donner des détails de mon expérience de la catastrophe et du désastre.

Quand nous avons lancé le journal *O*, c'était selon les principes connus de la presse officielle. Mais il faut d'abord s'interroger sur les raisons qui conduisent un gouvernement qu'il soit arabe, asiatique, ou européen, à lancer un journal.

Premièrement, les gens au pouvoir veulent s'assurer de ce que l'on appelle la « transparence financière ». Ils ont peur d'un journal libéral qui pourrait être financé par des cercles inconnus, dont les fonds seraient d'origine douteuse. Ils veulent être sûrs que les finances de ce journal sont « correctes, pures, légales ». C'est l'un des prétextes essentiels.

Deuxièmement, ils prétendent chercher la « pureté idéologique et l'honnêteté ». On soupçonnera toujours « l'honnêteté » et la constance des intellectuels à cause de leur liberté d'esprit. Ils sont censés travailler pour ceux qui les financent. Dans un journal créé par l'Etat, on peut protéger la pureté idéologique. Voilà également un des arguments avancés.

Troisièmement, on dit qu'on ne peut pas servir deux maîtres à la fois : les cercles du pouvoir et le peuple. Pourtant l'Etat peut se permettre de lancer un journal en disant que c'est pour servir le peuple et pas le gouvernement. Il vous donne donc, à vous, rédacteur en chef, les moyens d'être avec le peuple, et de défendre ses intérêts.

Le quatrième argument, c'est que chaque pays a une identité et que l'on ne peut laisser n'importe qui, des intellectuels indépendants par exemple, représenter cette identité. Celle-ci doit être basée sur des principes connus. C'est pourquoi il vaut mieux contrôler la presse.

En fait, ces quatre principes sont artificiels. J'en ai fait la tragique expérience en tant que rédacteur en chef de *O*.

Tout d'abord, en ce qui concerne la transparence financière, je me suis rendu compte qu'à partir du moment où l'on utilise des fonds publics, on ne se sent responsable de rien. Le choix des dépenses dans un journal financé par l'Etat est toujours arbitraire. Cette corruption, ce gaspillage imposé, j'ai vu cela dans l'administration. C'est honteux, mais vous êtes obligé d'accepter.

Quant à l'honnêteté et l'intégrité idéologique, c'est une illusion. En tant que rédacteur en chef d'un journal financé par l'Etat, on est toujours sous le contrôle des autorités compétentes, que ce soit le ministère de l'Information, le parti, ou un service inconnu qui vous donne des directives qui sont parfois très mystérieuses. On ne se préoccupe même pas de savoir si vous êtes sincèrement convaincu. De plus, la confusion idéologique atteint son comble lorsque vous voyez que les autorités vous donnent des instructions complètement contradictoires. Des instructions tellement peu convaincantes qu'il est difficile de persuader les écrivains, les journalistes, les collaborateurs du journal, de leur intérêt et de leur validité. Vous êtes donc obligés de leur dire carrément : « *Voilà les instructions reçues, je vous demande de les appliquer et ne me demandez surtout pas pourquoi.* » J'étais obligé de parler franchement aux gens qui collaboraient avec moi.

L'idée selon laquelle la presse officielle représente les intérêts du peuple est un grand mensonge. C'est une idée absurde faite pour être avalée, consommée, rabâchée, sans que l'on puisse comprendre réellement ce qu'elle implique. En fait, nous ne représentons pas les intérêts du peuple, mais plutôt les intérêts des classes dirigeantes, du parti, du Président. Il serait vain de dire le contraire. Quand le peuple nous demande de parler de ses problèmes, de ses tragédies, nous sommes obligés de demander l'accord au ministère de l'Information, au parti, à celui qui nous gouverne, à celui dont nous dépendons. Et alors, même si nous avons leur accord, il faut encore écrire d'une manière particulière, sous un certain angle et pas un autre.

Quant à la question de l'identité nationale, c'est aussi absurde qu'ambigu. Qu'est-ce nous voulons dire quand nous parlons de l'unité nationale ou de l'identité nationale ? C'est un problème très complexe que je n'ai jamais réussi à définir dans mes éditoriaux ni dans tout ce que j'ai écrit. Il y a tellement de théories, de points de vues, qu'il est impossible de choisir le bon, d'utiliser le bon.

Maintenant, venons-en aux problèmes pratiques que nous avons rencontrés. Nous étions confrontés à de nombreux problèmes professionnels que nous étions incapables de résoudre. Qui est supposé rédiger les nouvelles ? De plus, lorsqu'un journaliste ramène un reportage, il n'est pas question de le publier tel quel. Vous avez à rédiger à nouveau son contenu en fonction de l'opinion du gouvernement, ou des classes dirigeantes. Il faut rendre compte de l'événement d'une manière

très différente : il faut changer totalement le contenu du reportage. Ce n'est pas honnête. J'ai senti ça et j'ai été réellement embarrassé.

Quand un reporter ramène un sujet et qu'il vous dit : « *Monsieur X. a tué monsieur Y.* », on vous demande de mettre le contraire : « *C'est monsieur Y. qui a tué monsieur X.* » Il faut l'écrire, même si on n'est pas d'accord.

Il y avait aussi quelque chose de très gênant, que je n'ai pas pu admettre. Il s'agit des éditoriaux. Ceux-ci doivent être anonymes. Ils n'ont pas à avoir de signature personnelle parce qu'ils ne représentent pas le point de vue de celui qui écrit, mais celui de la communauté entière, du parti ; et donc, la plupart des éditoriaux ne sont jamais signés. J'avais l'habitude de changer les textes des auteurs, de modifier un paragraphe, puis un autre, à la fin le malheureux auteur me disait : « *Je ne peux pas le signer.* » Et je lui répondais : « *Je ne vous ai jamais demandé de le signer. Vous n'êtes pas censé signer cet édito. Certes c'est un édito, mais ne le signez pas, personne ne vous demande de le signer.* »

Cette exigence d'anonymat est insupportable. Un journaliste est un journaliste. Il a un nom, il a une histoire, il a une personnalité, sa signature veut dire quelque chose. Pourtant, vous lui dites qu'il faut remplir une colonne parce que le journal doit publier un édito, avec son nom ou sans son nom, ce n'est pas important ; ce qui est important c'est de donner un point de vue.

La troisième chose, c'est la rétention de l'information. Si, par exemple, quelque chose arrive à Londres, à Paris ou au Caire, et si on n'est pas satisfait de ce qui s'est réellement passé, on le néglige. Et on fait comme si l'événement n'avait pas eu lieu. Si un conflit survient quelque part dans le monde, et qu'il n'est pas dans l'intérêt du gouvernement d'en parler, on reçoit des instructions dans ce sens. On n'accordera même pas une seule ligne pour parler de cet événement. Ce qui est invraisemblable.

Autre exemple, on ne veut pas que le peuple regarde autre chose que la télévision nationale. Néanmoins dans ce pays, il est possible de capter les programmes des pays voisins. C'est pourquoi le gouvernement a décidé d'utiliser tous les moyens techniques pour empêcher la réception de la télévision étrangère, en confisquant les paraboles. Depuis, personne ne peut voir les programmes internationaux.

Les gens au pouvoir pensent que cet isolement protège le peuple, ce qui est faux. Le peuple sait ce qui se passe dans le monde. J'ai dit un jour au ministre de l'Information : « *Si vous ne dites pas sur la radio nationale ce qui s'est réellement passé au Caire hier, le peuple l'apprendra d'une manière ou d'une autre. Il sait se servir de ses mains et avec la radio il peut entendre Londres, Paris, Le Caire, Israël, tous les pays voisins. Vous ne pouvez pas empêcher le peuple d'écouter et de*

savoir ce qui se passe réellement. » Autre exemple, quand une grande personnalité officielle rencontre une autre personnalité importante, la couverture journalistique est très sobre. Nous écrivons simplement : « *Le ministre des Affaires étrangères reçoit le ministre des Affaires étrangères français. Ils ont parlé vingt minutes et ils ont mis l'accent sur les sujets d'intérêt commun.* » Mais qu'est-ce que ça veut dire ? De quels intérêts communs s'agit-il ? Que s'est-il réellement passé entre les deux ministres et pourquoi la réunion n'a-t-elle duré que vingt minutes ? Nous sommes des citoyens, nous voulons être informés sur la réalité ! Lors de cette rencontre officielle, ils ont peut-être décidé le destin de la région entière et pourtant, il n'y aura que deux ou trois lignes pour relater l'événement. Si vous ajoutez une troisième ligne, vous serez sanctionnés, on vous demandera de la justifier. Ce sont là quelques problèmes techniques et professionnels que nous avons rencontrés.

La plupart des gens qui travaillent dans cette presse ont une double personnalité, ils finissent par devenir schizophrènes. Je vous donne quelques exemples. Nous avons reçu deux instructions à propos de l'unité arabe. C'est un des slogans majeurs que nous sommes censés expliquer et sur lequel nous sommes censés écrire. Tous nos éditoriaux doivent défendre l'unité arabe et expliquer son importance. Tout à coup, l'unité arabe n'est plus à l'ordre du jour et il n'est plus question que de la sécurité régionale au Moyen-Orient, ce qui est tout à fait différent. Comment est-il possible de justifier ce changement dans les orientations officielles ? Pourquoi la sécurité régionale ? Qu'est ce que cela signifie ? Sommes-nous supposés, quand nous parlons de l'unité arabe, introduire d'autres pays qui ne sont pas arabes : la Turquie, l'Iran, Israël ? Nous avons toujours insisté sur ce que nous avions l'habitude d'appeler la solidarité révolutionnaire avec les autres pays arabes progressistes qui sont parties prenantes dans ce front révolutionnaire. Or aujourd'hui, ce slogan est dépassé et nous parlons du nouvel ordre mondial. Pouvons-nous expliquer à nos lecteurs la différence entre un front révolutionnaire et le nouvel ordre mondial ? Comment l'idée de nouvel ordre mondial a-t-elle remplacé l'idée de solidarité révolutionnaire ?

Dans le passé, nous insistions souvent sur le socialisme et la nécessité d'avoir une économie dirigée. Aujourd'hui, il s'agit de défendre exactement le contraire ; c'est-à-dire le libre-échange, l'économie de marché, etc. Il faut en plus expliquer aux lecteurs les raisons de ce revirement. Jusqu'à présent, dans tous les éditoriaux, dans tous les commentaires, on vantait les bienfaits d'une économie basée sur la planification et sur le socialisme. Du jour au lendemain, nous devons dire à nos lecteurs combien l'économie de marché est supérieure et « *bonne pour le peuple* ».

Nous sommes censés parler avec un peu de compréhension de la conception occidentale de la démocratie. Mais c'est très ambigu, irritant, embarrassant. Qu'est-ce-que la démocratie ? Quelles sont les idées principales liés à la démocratie ? Beaucoup d'écrivains arabes ne savent pas comment présenter cette démocratie occidentale, comment l'adapter aux besoins et aux ambitions locales.

Ce sont quelques-uns des problèmes et des difficultés rencontrés par les journalistes arabes qui traitent des événements contemporains. Ce n'est pas aisé pour un intellectuel arabe appartenant à une institution qui défendait certaines idées, de changer complètement d'orientation. Cela conduit à un comportement ambigu et à un dédoublement de la personnalité. Si bien qu'aujourd'hui, le journaliste arabe vit avec le sentiment de se renier et il est guetté par la schizophrénie.